

Plogoff : des cailloux mais pas de grenades pour le départ des mairies

PLOGOFF. — A chaque jour son rendez-vous de 17 h à Plogoff pour le départ des mairies annexes. Hier, 400, 500 personnes peut-être, étaient encore là dans le vent froid qui balayait la pointe. Il n'y a pas eu le moindre accrochage. Les gendarmes mobiles se sont abrités de l'inévitable pluie de pierres à l'heure du départ sans procéder à des tirs de grenades lacrymogènes.

A la tronçonneuse

Hier soir, les jets de pierre se sont faits plus nourris que la veille, mais sans plus. En première ligne, des changements notables, toutefois, sont intervenus chez les manifestants. Si nombre d'habitants de Plogoff s'y trouvent toujours, il y a aussi désormais de plus en plus de jeunes qui n'ont que peu d'attaches avec le Cap-Sizun.

Avant le départ sans encombre des mairies annexes, la journée s'était déroulée aussi sans incident, si ce n'est la plainte déposée en mairie par un habitant du village de Viquéric, M. Roger Evénou, en direction de qui une patrouille de gendarmes mobiles aurait tiré trois grenades lacrymogènes, alors qu'il travaillait dans son jardin.

Les gendarmes mobiles, eux, avaient débuté leur journée de très bonne heure par le déblaiement des poteaux téléphoniques et électriques placés, dès lundi soir, pour barrer l'accès du délaissé de chemin où stationnent désormais les mairies annexes. Les poteaux téléphoniques ont été débités à la tronçonneuse, le bois embarqué au petit séminaire de Pont-Croix. Les poteaux électriques en ciment repoussés par un tracto-pelle du Génie, acheminé depuis la semaine passée en renfort.

Pour éviter d'être surpris par les manifestants durant ce travail de déblaiement, les gendarmes avaient déployé un épais cordon presque jusqu'au bourg de Plogoff.

Les suites d'une arrestation

Hier, enfin, si la réponse négative du préfet à la demande de retrait des forces de l'Ordre et des mairies annexes n'a guère provoqué de réactions particulières, le témoignage de Mme Chalm sur l'état de santé de son frère, M. Eugène Coquet, après l'interpellation de vendredi soir, a par contre, jeté un certain trouble.

Mme Chalm a rendu visite à son frère, lundi après-midi, à la prison de Mesgloaguen, à Quimper. « Il n'a cessé de me répéter qu'il avait été battu par les gendarmes », nous a-t-elle affirmé. « Ses vêtements sont déchirés. Le blouson n'a plus de manche. Le col de son pull est arraché. Mon frère se plaint de sa machoire, du nez ; il a aussi mal aux côtes et au bas-ventre. Il a perdu un verre de contact », nous a encore précisé Mme Chalm.

Son avocat, M^e Lauret, de Quimper, que nous avons contacté, nous a déclaré, que M. Coquet avait effectivement fait état de coups à l'audience des flagrants délits où il avait comparu, samedi, mais qu'il n'en avait, par contre, pas parlé lorsqu'il avait été entendu par le procureur de la République ; ni remis alors en cause non plus ses déclarations aux gendarmes. « L'un des juges du tribunal, intrigué par les ecchymoses qu'il portait au visage, a interrogé M. Coquet sur leur origine. Ce dernier a indiqué au tribunal que



ce n'était pas dû aux coups, a ajouté M^e Lauret. Il a, par contre, déclaré qu'il avait reçu des coups au ventre ».

L'avocat quimpérois a cependant tenu encore à souligner que M. Coquet se trouvait sous le choc de la détention et de son incarcération lorsqu'il a comparu, ce qui pourrait expliquer les contradictions de ses propos.

La présidente du comité de défense a en tout cas jugé l'affaire suffisamment sérieuse et demandé à un médecin de Pont-Croix, le Dr L'Hélias, de procéder à un examen médical de M. Coquet en prison.

M. Coquet avait été interpellé lors des embuscades de la nuit de vendredi à samedi, jugé en flagrant délit samedi après-midi et condamné à 45 jours de prison ferme pour jet de pierres avec une fronde.

Th. L.D.

En bref

40 NOUVEAUX MOUTONS A LA BERGERIE. — Alain-Pierre Condet, le berger du G.F.A. de Plogoff, recevra jeudi, à 16 h, 40 brebis prêtes à agneuler, don du C.L.I.N. de Pontivy.

Cela portera à 55 maintenant le nombre des têtes de son troupeau.

INTERVIEW DE HENRI COGAN, CONSEILLER GENERAL. — Une coquille s'est glissée dans le texte publié hier. Chacun aura rectifié que M. Cogan est un élu U.D.F. (et non E.D.F. comme inscrit hier).

Ce qu'ils en pensent

« On ne peut même pas être sans opinion » déplore M. Yven, de Plogoff

PLOGOFF. — « J'affirme qu'à Plogoff les gens ne sont pas libres de s'exprimer. On ne peut en ce moment même pas être sans opinion. Il faut non seulement être antinucléaire, mais encore participer activement aux actions. »

Cette déclaration, c'est M. Joseph Yven, un habitant du village de Kernevez, en Plogoff, retraité de la Royale, et peintre en bâti-

ment, qui la fait. Dans la nuit, des inconnus sont venus barbouiller à la peinture bleue sur le mur de sa maison une croix gammée et des inscriptions antinucléaires. Le procédé est scandaleux, révoltant et a révolté M. Yven.

« Je m'insurge que l'on m'ait mis une croix gammée, fustige-t-il. La cible sur ce plan est vraiment mal choisie. Faut-il que je

Occupation pacifique du clocher de Ploaré

DOUARNENEZ. — Hier, en fin d'après-midi, des militants des sections douarnenistes du P.S.U. et de l'U.D.B., ont occupé pacifiquement le clocher de l'église de Ploaré.

Là-haut, ils ont déployé deux banderoles, l'une portant l'inscription « Ni à Plogoff, ni ailleurs », ainsi que des drapeaux bretons, poussé des slogans hostiles au nucléaire, tandis qu'en bas, autour de l'église, d'autres militants distribuaient des tracts.

« Cette protestation pacifique, ont-ils expliqué, nous la faisons en réponse à l'occupation du séminaire de Pont-Croix par des gendarmes mobiles, à l'arrestation et l'emprisonnement d'un marin du

commerce de Plogoff, en état de légitime défense, au quadrillage du Cap-Sizun par des forces qui n'ont rien à voir avec une pseudo-légalité républicaine.

« Nous avons décidé de nous installer pacifiquement dans cette église. Nous appelons tous ceux qui réprouvent ces pratiques répressives, à venir nous soutenir et à s'associer ainsi à la lutte contre le nucléaire... Le nucléaire n'est pas inévitable. D'autres solutions existent... Nous devons imposer une centrale à charbon dans le Finistère ».

L'occupation, commencée à 17 h 45, a duré près de deux heures.

rappelle que mes parents ont hébergé un résistant très connu, recherché, et que moi-même, à l'époque, je transmettais des messages à son épouse en allant à l'école ».

Et M. Yven de poursuivre : « J'ai servi la Marine nationale pendant 21 ans, et fait honneur au pavillon de mon bâtiment. Je suis toujours fier d'être français, pays de liberté, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour que cette liberté demeure. Actuellement, il y a une psychose de la peur à Plogoff. Il y a eu des menaces ; des sanctions aussi. Le barbouillage de mon mur en est la preuve. Tout cela parce que je n'ai pas signé la pétition dimanche. Sur une pancarte, à l'entrée de Primelin, il est écrit « Malheur aux collabos ». La perte de liberté se fait toujours comme ça, par des groupes de pression. Les gens se sont tus. On a vu le résultat. Moi je ne veux pas me taire ».

Sur les événements qui se déroulent actuellement, M. Yven porte un jugement sévère.

« L'enquête d'utilité publique, c'est légal. Il faut que ce soit fait, insiste-t-il. Si on l'avait acceptée en mairie, il n'y aurait pas eu tout ce bruit autour maintenant. »

La présence policière ? « Je pense que c'est utile. La preuve, on les attaque tous les jours. S'il n'y avait pas eu menace avant, il n'y aurait pas eu besoin des gendarmes après. De mon temps, si on ne respectait pas les gendarmes, au moins on les craignait. Que deviendront plus tard ces jeunes qui n'ont pas peur des fils ? »

La centrale ? « Je dis comme Marchais. Si le site convient, il n'y a qu'à la faire. »

La majorité des gens est contre à Plogoff ?

« Quand les personnes sont en confiance, elles ne le disent pas forcément ».

M. Yven a porté plainte à la gendarmerie d'Audierne et fait constater les inscriptions par huis-sier hier matin. Il a aussi alerté le maire, M. Jean-Yves Kerloch.

LE P.S.U. - BRETAGNE « dénonce le centralisme impérialiste de l'Etat » et demande à nouveau le retrait des forces de police.

L'U.L. C.G.T. DE DOUARNENEZ a envoyé un télégramme au préfet pour lui demander l'évacuation des gendarmes mobiles.

LE COLLECTIF ANTIREPRESSION (P.S.U.-Bretagne, P.C.M.L., P.C.R.M.L., U.C.F.M.I., M.A.N., S.G.E.N. C.F.D.T. académie de Rennes, Comités amnistie Bretagne, M.I.B., A.R.G.A.T.-Breiz, C.O.A.R. Centre-Bretagne) « dénonce les moyens utilisés par le gouvernement pour imposer une centrale nucléaire et la répression policière dont sont victimes les habitants de Plogoff. Il demande le retrait immédiat des forces de police ».

Autour des mairies annexes, il devrait être interdit d'interdire



(Photo Noël GUIRIEC)

PLOGOFF : « OU VA-T-ON AVEC CE CIRQUE ? »...

QUIMPER. — « **Nous sommes muettes, Monsieur, muettes devant ce qui se passe.** » Ce sont des femmes de Plogoff qui parlent. Je les ai rencontrées hier matin à l'arrière de la camionnette du boucher stationnée devant un mur blanc. Sur lequel a été dessinée une croix gammée et l'inscription « **Non au nucléaire** ». C'est la maison de Joseph Yven, le seul Plogovite du village de Kernevez à n'avoir pas signé le week-end dernier la pétition en mairie pour demander le départ des forces de l'ordre. « **Je n'ai pas peur des représailles.** Pendant la dernière guerre j'ai caché des résistants, j'ai pris des risques contre les Allemands. Cette croix gammée est une insulte. »

Joseph Yven n'est pas le seul à subir l'intolérance de ses concitoyens. Ce n'est pas qu'il soit pour la centrale, mais il estime ne pas avoir à manifester avec tout le monde. C'est son droit. D'autres maisons ont également reçu des gribouillis d'insultes, notamment l'église de Saint-Tugen où le curé a été qualifié de C.R.S.

Une commerçante de Primelin

avoue : « **Si on me voit parler avec un gendarme mobile, on me traite de collabo** ». Et le mot « collabo » commence à être inscrit sur des murs. Il est aussi affreux que l'étoile jaune.

« **Parce que je sers du pâté aux gendarmes, je suis suspecte** », dit la charcutière de Primelin. Elle ajoute : « **Où va-t-on avec ce cirque ?** »

les », a écrit un habitant de Clédén. Un autre a ajouté : « **Vive la centrale, pourvu que cela soit bien fait** ».

C'est à Goulien qu'est posée une question circonstanciée sur la voie romaine de Douarnenez devant être élargie de 20 mètres. C'est la seule, ou à peu près, sur une dizaine d'avis sentimentaux, la plupart favorables à la centrale. Mais à partir des 5-6 février : rien, des pages blanches et des agents administratifs qui se terrent dans les camionnettes-mairies annexes : « **Faut pas se faire repérer et photographier** », m'a dit l'un d'eux, « **ça pourrait chauffer pour nous** ».

Un combat culturel

Manifestement, cette enquête d'utilité publique a réveillé un climat psychologique que l'on

croyait révolu. Loin d'être une information pour tenter d'atténuer pour les particuliers les décisions prises au nom de l'intérêt général, elle apparaît comme une source de divisions qu'elle radicalise au point d'engendrer une atmosphère de terrorisme « **pire que pendant la guerre** », disait hier une grand-mère de Plogoff. Alors cette enquête n'a-t-elle pas des résultats allant à l'inverse des objectifs poursuivis ?

C'est parce que cette réglementation établie il y a un siècle paraît aujourd'hui bien anachronique dans la mesure où elle ne prend pas en compte les notions de conception et mode de vie des populations. Le combat de Plogoff est un combat culturel, voilà sans doute pourquoi là, plus qu'ailleurs, le projet de centrale fait des vagues que personne ne semble pouvoir aujourd'hui maîtriser.

Guy DE LIGNIERES

« Nous avons peur »

Ce « cirque », c'est aussi le vendeur de journaux qui est menacé de voir incendier sa voiture parce qu'il vend le journal à qui l'achète, gendarmes compris. Un habitant de Plogoff lui a dit : « **Désormais, je ne prends plus ton journal parce que ceux d'en face le lisent** ».

Le « cirque », c'est le journaliste à qui, dans la rue, des antinucléaires demandent de justifier sa profession, de présenter sa carte d'identité. Au nom de quoi ? Plus flics que les flics.

Avant-hier, une habitante de Plogoff me téléphonait : « **Mon mari et moi avons été signer à la mairie parce qu'ils savent, avec les listes électorales, ceux qui**

n'auront pas signé. Nous avons peur

. Les portes et les cœurs se ferment. Est-ce cette même peur qui paralyse les gens devant les registres de l'enquête quasiment vierges à Plogoff, comme à Goulien, Clédén et Primelin ? Devant chaque mairie, sauf à Goulien, j'ai vu des antinucléaires qui faisaient le guet : « **Les gens n'osent pas aller voir les registres, ils se font repérer et risquent des histoires** », m'a dit un Capiste. A croire que ce n'est plus le nucléaire, ni les forces de gendarmerie, mais les antinucléaires qui font peur dans la région.

Là aussi il est difficile de faire la part de l'intox et de la vérité.

« Une occupation »

D'ailleurs, de l'autre côté des barricades c'est un autre « cirque » : même suspicion, même cliquetis de combat. « **Comment se sentir libres avec de tels cerbères ?** » Ici aussi l'art et la manière n'y sont pas. Contrôles d'identité, questionnaires, surveillances, qui-vive tendu. On étouffe.

L'autre matin, Vincent, un jeune homme de 16 ans à peine, quittait son domicile à Plogoff à 5 h 30 pour prendre son car. Il était à pied. Sur la route, des lampes de gendarmes sont brutalement braquées sur son visage. L'enfant prend peur et court à travers champs se cacher dans les bois, poursuivi par les policiers. Il ne sera pas rattrapé. Tout civil est suspect pour le gendarme à cette heure-là dans les rues de Plogoff. Si vous passez devant une mai-

rie annexe, les talkies-walkies diffusent à tous les P.C. de gendarmerie le numéro de votre voiture, l'allure que vous avez, un portrait-robot en 6-4-2. Et si vous avez envie de feuilleter le registre, l'ombre menaçante du policier se profile. La confiance règne... comme l'ordre.

Il ne fait pas bon rencontrer les patrouilles de nuit : curieux comme elles contribuent à l'insécurité du climat. « **Une occupation** », se lamente un grand-père.

Des pages blanches

Sur les registres de Plogoff, Goulien, Primelin et Clédén : quelques inscriptions de bravoure.

« **Je n'ai pas oublié la première guerre contre l'Egypte** », a écrit un ancien de Primelin. « **Bravo pour le calme des gardes mobi-**